

n 4 -11- 2002

n 3 -01- 2003

NR.  
N°

64900 / 101329

du 16 octobre 2003 NR.  
N°

**Convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire  
du secteur socioculturel, portant création d'un Fonds de la formation  
continuée des travailleurs de l'insertion socioprofessionnelle bruxelloise, la  
fixation de ses statuts et instituant un droit à la formation continuée des  
travailleurs**

Vu l'accord du non marchand » du 29 juin 2000, entre le Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale, le Collège de la Commission communautaire française, le Collège de la Commission communautaire flamande et les représentants des travailleurs et des pouvoirs organisateurs ;

Vu le Titre V de l'Arrêté 2001/549 de la Commission communautaire française relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers Arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle et vu plus particulièrement dans le Titre V, Chapitre Premier, l'article 89 ;

Vu le protocole conclu entre le Collège de la Commission communautaire française et les interlocuteurs sociaux, en exécution de l'accord du non marchand du 29 juin 2000 ;

Vu le protocole conclu entre le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et les interlocuteurs sociaux, en exécution de l'accord du non marchand du 29 juin 2000 ;

**Il est convenu ce qui suit :**

**A. INSTITUTION.**

**Article 1.**

Par la présente convention collective de travail et en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2, la Commission paritaire du secteur socioculturel institue un Fonds de sécurité d'existence pour **la formation continuée des travailleurs de l'insertion socioprofessionnelle bruxelloise**, dont les statuts sont définis ci-après.

**Article 2. - Champ d'application**

§ 1. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux travailleurs des organismes d'insertion socioprofessionnelle ressortissant à la

4

Commission paritaire du secteur socioculturel pour autant qu'ils satisfassent aux conditions définies au § 2.

§ 2. Par organismes d'insertion socioprofessionnelle, on entend :

- les organismes tels que définis et agréés par la Commission communautaire française via le décret du 27 avril 1995 (Décret relatif à l'agrément de certains organismes d'insertion socioprofessionnelle et du subventionnement de leurs activités de formation professionnelle en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle) ;

**et**

- qui ont une convention de partenariat avec l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi telle que prévue par les Arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juin 1991 (Arrêté autorisant l'Office Régional Bruxellois de l'Emploi à conclure des conventions de partenariat en vue d'accroître les chances de demandeurs d'emploi inoccupés et peu qualifiés de trouver ou de retrouver du travail dans le cadre de dispositifs coordonnés d'insertion socioprofessionnelle).

§ 3. Par travailleurs, on entend les ouvriers et les employés de sexe féminin ou masculin ;

### **Article 3.**

La présente convention collective de travail est conclue pour une durée indéterminée.

Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois qui prend cours dès la notification de la dénonciation.

La dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire du secteur socioculturel.

Ce dernier fait parvenir une copie à chacune des parties signataires.

## **B. STATUTS.**

### **CHAPITRE I. - Dénomination et siège social.**

#### **Article 4.**

Un Fonds de sécurité d'existence est institué à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2001, dénommé : « **Fonds de la formation continuée des travailleurs de l'insertion socioprofessionnelle bruxelloise** », ci-après dénommé « Fonds de la formation continuée ».

Son siège est établi dans l'agglomération bruxelloise, au siège d'AFOSOC, quai du Commerce n° 48 à 1000 Bruxelles.

Ce siège peut être déplacé ailleurs par décision du Comité de gestion paritaire, prévu à l'article 11.

## **CHAPITRE II. - Objet.**

### **Article 5.**

Parmi les avantages prévus à l'article premier de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le Fonds de la formation continuée de l'insertion socioprofessionnelle bruxelloise a pour mission de recevoir, de gérer et de liquider l'affectation des sommes allouées au Fonds, dédiées à la formation continuée des travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail avec les organismes visés à l'article 2 de la présente convention collective de travail, traitant de son champ d'application.

## **CHAPITRE III. - Financement.**

### **Article 6.**

§ 1. Les moyens financiers du Fonds de la formation continuée sont constitués par des subsides émanant de la Commission Communautaire française et de la Région de Bruxelles-Capitale.

§ 2. D'autres moyens financiers peuvent approvisionner le Fonds de la formation continuée, comme notamment des subsides émanant d'instances diverses tant au niveau régional, communautaire, fédéral, européen ou autre, ou encore des cotisations versées par les employeurs, tels que définis à l'article 2 de la présente convention collective de travail, ainsi que les éventuels intérêts financiers de ces cotisations et de ces moyens financiers capitalisés, pour autant que ceux-ci soient spécifiquement dédiés aux employeurs et travailleurs décrits à l'article 2.

S'il échet, le montant de ces cotisations sera fixé par convention collective de travail, conclue au sein de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel, à charge pour le comité de gestion, dont question à l'article 9, de le proposer à la Commission paritaire.

§ 3. Au moment de la conclusion de la présente convention collective de travail, la prise en charge du dispositif de la formation continuée par le Fonds n'entraîne pas de cotisation patronale au Fonds social.

### **Article 7.**

Les frais administratifs du Fonds sont fixés chaque année par le Comité de gestion paritairement constitué, prévu à l'article 9.

Conformément aux dispositions de l'article 12, le Comité de gestion déterminera la quotité des recettes annuelles destinées à couvrir ces frais administratifs du Fonds.

## **CHAPITRE IV. - Les ayants droit. - Attribution et liquidation des avantages.**

### **Article 8.**

9

Les travailleurs et les employeurs des associations du secteur socio-culturel, telles que définies à l'article 2 de la présente convention collective de travail, ont droit aux interventions du Fonds dont les montants, le type et les conditions d'octroi sont définis par le Comité de gestion de la manière exposée à l'article 12 de la présente convention collective de travail.

## **CHAPITRE V. - Gestion.**

### **Article 9.**

Le Fonds de la formation continuée est géré par un comité de gestion, comme prévu à l'article 3 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, paritairement constitué, et composé de 6 membres gestionnaires effectifs et de 6 membres gestionnaires suppléants.

Ses membres sont désignés par les membres effectifs francophones de la commission paritaire. Ils sont désignés pour moitié sur présentation des organisations représentatives d'employeurs et pour moitié sur présentation des organisations représentatives des travailleurs.

§2. Au cas où les organisations syndicales nommeraient comme membre du comité de gestion un délégué syndical ou un représentant du personnel au conseil d'entreprise ou au comité pour la prévention et la protection au travail, celui-ci a le droit de s'absenter, avec maintien de sa rémunération, le temps nécessaire pour assister aux réunions du comité de gestion, y compris le temps de transport. Ces absences sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont prévues par les articles 24 et 25 de la convention collective de travail du 31 mars 1999 concernant les délégations syndicales.

§3. Les membres du comité de gestion sont mandatés pour une période de deux ans, renouvelable.

En cas de démission ou décès, le nouveau membre achève dans ce cas le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du comité de gestion sont renouvelables.

### **Article 10.**

Les gestionnaires du Fonds ne portent aucune responsabilité personnelle en ce qui concerne les engagements du Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution du mandat de gestion dont ils ont été chargés.

Les mandats sont exercés à titre gratuit.

### **Article 11.**

Le comité de gestion élit chaque année un président, et un secrétaire-trésorier parmi ses membres, l'un et l'autre en alternance au sein de la délégation des représentants des travailleurs et de la délégation des représentants des employeurs.

Il désigne également la ou les personnes chargées du secrétariat.

### **Article 12.**

Le comité de gestion dispose des compétences les plus étendues dans la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites prévues par la loi et par les statuts.

4

Sauf décision contraire du comité de gestion, ce dernier intervient dans tous les actes de gestion et d'administration et les traite de droit, par l'intermédiaire de son président et de son secrétaire-trésorier ensemble, le cas échéant l'un et l'autre remplacés par un administrateur délégué, désigné à cette fin par le comité de gestion.

Le comité de gestion a pour mission, entre autres :

- 1 de réaliser les missions prévues à l'article 5 de la présente convention sous le titre « objet » et à cet effet, le comité de gestion de ce Fonds, a pour mission d'établir un plan pluriannuel de la formation et de fixer les critères d'introduction et d'évaluation de dossiers introduits par les bénéficiaires.
- 2 d'effectuer le contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente convention ;
- 3 de fixer les frais administratifs ainsi que la part des recettes annuelles destinées à les couvrir;
- 4 de rédiger son règlement d'ordre intérieur ;
- 5 de procéder à l'éventuel engagement ou licenciement du personnel ;
- 6 dans le courant du mois de mai de chaque année, de transmettre le rapport annuel écrit à la Commission paritaire du secteur socioculturel portant sur l'exécution de ses tâches;
- 7 de présenter le bilan et les comptes de l'exercice écoulé au plus tard pour le 31 mai au plus tard pour le rapport à la Commission paritaire et pour clôturer les comptes ;
- 8 de proposer à la Commission paritaire, s'il y a lieu, à conclure une convention collective de travail pour le secteur socioculturel déterminant les catégories d'employeurs qui seraient tenus au paiement des cotisations destinées au financement des avantages distribués par le Fonds; d'en fixer le montant ou le mode de fixation de ces cotisations et leur mode de perception ;
- 9 de remplir toutes ses obligations vis-à-vis de la Cocof, de la région de Bruxelles-Capitale et des autres instances publiques qui alimentent le Fonds.

Par disposition transitoire aux alinéas 6 et 7, les rapports d'activités et les comptes de l'exercice 2001, seront établis simultanément à ceux de 2002.

### **Article 13.**

Le comité de gestion se réunit au moins deux fois l'an, au siège du Fonds, soit à l'invitation du président agissant d'autorité, soit à la demande d'au moins la moitié des membres du comité de gestion, soit à la demande d'une des organisations représentées au sein de la commission paritaire.

Les invitations doivent comprendre l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le comité de gestion, et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

### **Article 14.**

Le comité de gestion ne peut siéger et délibérer valablement que si au moins la moitié des membres représentant les employeurs et la moitié de ceux représentant les travailleurs sont présents.

Les décisions du comité de gestion sont prises à l'unanimité des voix des présents, sauf autre disposition prévue au règlement d'ordre intérieur.

En cas d'absence, les représentants effectifs et suppléants au comité de gestion peuvent donner procuration à un autre membre du Comité de gestion de la façon prévue au règlement d'ordre intérieur.

## **CHAPITRE VI. - Contrôle.**

### **Article 15.**

Conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958, modifié par l'arrêté royal du 1er mars 1971, la commission paritaire désigne un réviseur pour le contrôle de la gestion du Fonds de la formation continuée.

Celui-ci doit préparer pour le Comité de gestion le rapport à faire à la commission paritaire au moins une fois par an.

De plus, il informe régulièrement le Comité de gestion des résultats de ses examens et fait les recommandations qu'il juge nécessaires de faire.

## **CHAPITRE VII. - Bilan et comptes.**

### **Article 16. - Bilan et comptes.**

Chaque année à partir de 2001, les bilans et comptes du Fonds de la formation continuée sont arrêtés au 31 décembre.

## **CHAPITRE VIII. - Dissolution et liquidation.**

### **Article 17.**

Le Fonds de la formation continuée peut être dissout par la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel suivant les dispositions prévues à l'article 3, à charge pour le comité de gestion de décider de l'affectation des biens et valeurs du Fonds par apurement du passif.

Cette affectation doit être conforme à l'objet social que s'était assigné le Fonds.

La commission paritaire précitée désigne les liquidateurs parmi les membres du Comité de gestion.

van 16 d' d' d' 2002 n 4 -11- 2002

23-01-2005

64900160  
329

V  
Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair **comité voor de socio-culturele sector, houdende oprichting van een fonds voor voortgezette vorming voor de werknemers van de Brusselse socio-professionele inschakeling**, vaststelling van **zijn statuten en invoering van een recht op voortgezette vorming voor de werknemers**

Gelet op het akkoord met de non-profitsector van 29 juni 2000 tussen de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Collège van de Franse Gemeenschapscommissie, het Collège van de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de vertegenwoordigers van de werknemers en van de inrichtende machten ;

Gelet op Titel V van het Besluit 2001/549 van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetten betreffende de subsidies toegekend in de gezondheids- en de welzijnssector en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de welzijns-, de gezondheids- en de gehandicaptensector en de sector van de socio-professionele inschakeling en meer in het bijzonder op het Eerste Hoofdstuk, artikel 89 van deze titel ;

Gelet op het protocol gesloten tussen het collège van de Franse gemeenschapscommissie en de sociale gesprekspartners, in uitvoering van het akkoord voor de non-profit van 29 juni 2000 ;

Gelet op het protocol gesloten tussen de regering van het Brussels hoofdstedelijk gewest en de sociale gesprekspartners, in uitvoering van het akkoord voor de non-profit van 29 juni 2000 ;

**Wordt het volgende overeengekomen:**

## **A. OPRICHTING.**

### **Artikel 1.**

Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid artikel 2, richt het Paritair Comité voor de socioculturele sector een fonds voor bestaanszekerheid op voor **de voortgezette vorming van de werknemers van de Brusselse socio-professionele inschakeling**, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

### **Artikel 2. - Toepassingsgebied**

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de organen voor socio-professionele inschakeling die ressorteren onder het paritair comité voor de socio-culturele sector, voor zover zij voldoen aan de in §2 opgesomde voorwaarden.

§2. Onder socio-professionele inschakelingorganen wordt verstaan :

- de organen bepaald en erkend door de Franse Gemeenschapscommissie via het decreet van 27 april 1995 (Decreet betreffende de erkenning van bepaalde organismen voor socio-professionele inschakeling en de subsidiëring van hun beroepsopleidingactiviteiten voor werklozen en laaggeschoolde werkzoekenden gericht op het vergroten van hun kans op het vinden of terugvinden van werk in het raam van gecoördineerde voorzieningen voor socio-professionele inschakeling).

**En**

- die een partnerschapovereenkomst hebben met het « ORBEM » zoals bepaald door de Besluiten van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juni 1991 (Besluit houdende machtiging voor de Brusselse gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling tot het sluiten van partnershipovereenkomsten teneinde de kansen van bepaalde werkzoekenden om werk te vinden of terug te vinden, te vergroten in het kader van gecoördineerde beschikkingen voor socio-professionele inschakeling).

§3. Onder werknemers wordt verstaan: mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden.

**Art.3**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij treedt in werking op 1 januari 2001 en kan door elkder partijen worden opgezegd met een opzeggingstermijn van drie maanden die loopt vanaf de betekening van de opzegging. De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de socio-culturele sector, waarvan deze laatste een kopie aan elk der ondertekenende partijen laat geworden.

**B. Statuten**

**Hoofdstuk I. - Benaming en maatschappelijke zetel**

**Artikel 4.**

Met ingang van 1 januari 2001 wordt er een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd « **Fonds voor de voortgezette vorming van de werknemers van de Brusselse socio-professionele inschakeling** » hierna genoemd « Fonds voor de voortgezette vorming ».

De zetel van het fonds is gevestigd in de Brusselse agglomeratie, ten zetel van VESOFO, Handelskaai 48 te 1000 Brussel.

Deze zetel kan bij beslissing van het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 11, elders overgeplaatst worden.

**HOOFDSTUK II . - Doel.**



**Artikel 5.**

Onder de voordelen voorzien in het eerste artikel van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid heeft het Fonds voor de voortgezette vorming van de Brusselse socio-professionele inschakeling tot taak de aan het Fonds toegekende bedragen te innen, te beheren en aan te wenden voor de voortgezette vorming van de werknemers die door een arbeidsovereenkomst gebonden zijn aan de in artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde organismen.

**HOOFDSTUK III - Financiering**

**Artikel 6.**

§ 1. De geldmiddelen van het Fonds voor de voortgezette vorming bestaan uit subsidies toegekend door de Franse Gemeenschapscommissie en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

§ 2. Het Fonds voor de voortgezette vorming kan worden gespijsd met andere geldmiddelen, zoals subsidies toegekend door verschillende instanties op gewestelijk, communautair, federaal, europees of een ander niveau, of nog met bijdragen gestort door de werkgevers bedoeld in het artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, evenals de eventuele interestopbrengst van deze gekapitaliseerde bijdragen en middelen, voor zover deze specifiek bestemd zijn voor de in artikel 2 bedoelde werkgevers en werknemers.

In voorkomend geval zal het bedrag van deze bijdragen worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in het paritair comité voor de socio-culturele sector, op voorstel van het in artikel 9 bedoelde beheerscomité.

§ 3. Op het tijdstip van het sluiten van deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft het ten laste nemen door het Fonds van de middelen voor de voortgezette vorming geen werkgeversbijdrage aan het sociaal Fonds tot gevolg.

**Artikel 7.**

De administratiekosten van het Fonds worden elk jaar vastgesteld door het paritair beheerscomité voorzien bij artikel 9.

Overeenkomstig de bepalingen van het artikel <sup>12</sup> zal het paritair beheerscomité het deel bepalen van de jaarlijkse ontvangsten die zullen worden gebruikt voor het dekken van deze administratiefondsen van het Fonds.

**HOOFDSTUK IV - Rechthebbenden - Toekenning en vereffening van de voordelen**

**Artikel 8.**

De werknemers en de werkgevers van de organisaties werkzaam in de sociaal-culturele sector zoals bepaald bij artikel 2 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, hebben recht op de tegemoetkomingen van het Fonds waarvan het bedrag, de aard en de toekenningsvoorwaarden worden bepaald door het beheerscomité, op de wijze uiteengezet in het artikel 12 van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

## **HOOFDSTUK V. - Beheer.**

### **Artikel 9**

§ 1. Het Fonds voor de voortgezette vorming wordt beheerd door een beheerscomité, zoals voorzien in artikel 3 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, dat paritair is samengesteld en bestaat uit 6 effectieve leden-beheerders en 6 plaatsvervangende leden-beheerders.

Deze leden worden aangeduid door de effectieve Franstalige leden van het betrokken paritair Comité, voor de helft op voordracht van de representatieve werkgeversorganisaties en voor de andere helft op voordracht van de representatieve werknemersorganisaties.

§ 2. In geval de vakbondsorganisaties een vakbondsafgevaardigde of een vertegenwoordiger van het personeel in de ondernemingsraad of in het comité voor preventie en bescherming op het werk zouden aanwijzen als lid van het beheerscomité, heeft deze het recht afwezig te zijn, met behoud van zijn loon, gedurende de tijd die nodig is om de vergaderingen van het beheerscomité bij te wonen, met inbegrip van de reistijd. Voor deze afwezigheden gelden dezelfde regels als die bepaald in de artikels 24 en 25 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 31 maart 1999 betreffende de vakbondsafvaardigingen.

§ 3. De leden van het beheerscomité worden gemandateerd voor een hernieuwbare periode van twee jaar.

In geval van ontslagneming of overlijden voltooit het nieuw lid het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van het beheerscomité zijn hernieuwbaar

### **Artikel 10.**

De beheerders van het fonds gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan in verband met verbintenissen van het fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van het mandaat van beheer dat zij ontvangen hebben.

De mandaten worden gratis uitgeoefend.

### **Artikel 11.**

Het beheerscomité kiest elk jaar een voorzitter en een secretaris-penningmeester onder zijn leden, de een en de ander beurtelings uit de afvaardiging van de werknemersvertegenwoordigers en de afvaardiging van de werkgeversvertegenwoordigers.

Het duidt eveneens de persoon of personen aan die met het secretariaat worden belast.

## Artikel 12.

Het beheerscomité beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het fonds, binnen de limieten gesteld door de wet of deze statuten.

Tenzij andersluidende beslissing van het beheerscomité treedt dit laatste in al zijn handelingen op en handelt het in rechte via de voorzitter en de secretaris-penningmeester gezamenlijk, de een en de ander desgevallend vervangen door een afgevaardigde-beheerder, door het beheerscomité met dit doelaangesteld.

Het beheerscomité heeft onder meer als opdracht :

- 1 de opdrachten vastgesteld in het artikel 5 van deze overeenkomst, onder de titel "doel", uit te voeren. Met het oog hierop, heeft het Fonds als opdracht een meerjarenplan voor de vorming uit te werken en de indienings- en evaluatiecriteria vast te stellen voor de dossiers die door de rechthebbenden worden ingediend;
- 2 contrôle te doen en alle nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze overeenkomst;
- 3 de administratiekosten alsmede het aandeel van de jaarlijkse inkomsten die deze dekken, vast te stellen;
- 4 zijn huishoudelijk règlement op te stellen;
- 5 over te gaan tot de eventuele aanwerving en ontslag van het personeel van het fonds;
- 6 tijdens de maand mei van elk jaar schriftelijk verslag over te maken aan het Paritair Comité voor de socio-culturele sector over de vervulling van zijn opdracht;
- 7 de balans en de rekeningen van het voorbije boekjaar ten laatste op 31 mei voor te leggen aan het paritair comité teneinde de rekeningen af te sluiten;
- 8 in voorkomend geval aan het paritair comité voor te stellen een collectieve arbeidsovereenkomst te sluiten voor de socio-culturele sector, waarin de categorieën werkgevers worden bepaald die bijdragen zouden moeten betalen bestemd voor het financieren van de door het Fonds toegekende voordelen, het bedrag of de wijze van vaststelling van deze bijdragen vast te leggen en te bepalen hoe ze zullen worden geïnd;
- 8 al zijn verplichtingen na te komen tegenover het Cocof, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de andere overheden die het Fonds spijzen.

Bij wijze van overgangsmaatregel met betrekking tot de paragrafen 6 en 7 zullen het activiteitenverslag en de rekeningen van het boekjaar 2001 tegelijk worden opgesteld met die voor 2002.

**Artikel 13.**

Het beheerscomité vergadert minstens tweemaal per jaar ten zetel van het fonds, hetzij op uitnodiging van de voorzitter ambtshalve handelend, hetzij op vraag van ten minste de helft der leden van het beheerscomité, hetzij op vraag van één der organisaties vertegenwoordigd in het paritair comité.

De uitnodigingen moeten de agenda bevatten. De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door het beheerscomité, en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten.

Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

**Artikel 14.**

Het beheerscomité kan slechts geldig vergaderen en beraadslagen indien minstens de helft zowel van de leden van de werknemersafvaardiging als van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

De beslissingen van het beheerscomité worden getroffen bij eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden, behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk règlement.

In geval van afwezigheid kunnen de effectieve en plaatsvervangende leden van het beheerscomité volmacht geven aan een ander lid van het beheerscomité op de wijze bepaald in het huishoudelijk règlement.

**HOOFDSTUK VI. - Contrôle****Artikel 15.**

Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 maart 1971, duidt het paritair comité een revisor aan ter contrôle van het beheer van het Fonds voor de voortgezette vorming.

Deze moet voor het beheerscomité het verslag voorbereiden dat minstens éénmaal per jaar moet worden uitgebracht bij het paritair comité.

Bovendien licht hij het beheerscomité van het fonds regelmatig in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet hij de aanbevelingen die hij nodig acht.

**HOOFDSTUK VII - Balans en rekeningen.****Artikel 16. - Balans en rekeningen.**

Elk jaar vanaf 2001 worden op 31 december de balansen en rekeningen van het Fonds voor de voortgezette vorming afgesloten.

## **HOOFDSTUK VIII. - Ontbinding en vereffening.**

### **Artikel 17.**

Het fonds voor de voortgezette vorming kan worden ontbonden door het paritair comité voor de **socio-culturele** sector volgens de bepalingen voorzien in artikel 3. In dat geval moet het beheerscomité beslissen over de bestemming van de goederen en waarden van het fonds na aanzuivering van het passief.

Deze bestemming moet in overeenstemming zijn met het **doel waartoe** het Fonds werd opgericht.

Het voornoemd paritair comité duidt de **vereffenaars** aan onder de **leden** van het beheerscomité.